

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

16 février - 1^{er} mars 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 75

0,50 F - 5 F. B.

Parti du "peuple" et non du prolétariat

Georges Marchais a terminé son rapport au 19^e Congrès du P.C.F. en évoquant l'appel de Lénine, il y a cinquante ans, pour la formation du Parti communiste français. Ce parti — a-t-il dit — « n'a jamais été une « greffe » artificielle opérée du dehors par Lénine », sur le vieux mouvement ouvrier français. Il s'est formé et a grandi dans la logique de l'histoire sous la double influence du léninisme international et des meilleures traditions révolutionnaires de la Nation, des Jacobins aux communards, de Babeuf à Jean Jaurès » et à Jules Guesde ».

Ce que Marchais s'est bien gardé d'avouer, c'est que la « logique de l'histoire », durant le demi-siècle qui nous sépare de la naissance du P.C.F., fut celle de la contre-révolution, de l'écrasement armé du communisme européen, de la conversion de l'U.R.S.S. au socialisme national de Staline et, par voie de conséquence, de la submersion du jeune parti communiste français par la tradition jacobine, petite-bourgeoise, du mouvement ouvrier de ce pays. Tradition révolutionnaire — un siècle plus tôt, mais qui — la révolution bourgeoise ayant accompli sa mission historique d'instauration du mode de production capitaliste — est devenue une idéologie conservatrice contre la révolution du prolétariat.

Lénine, et la Troisième Internationale, élégamment « oubliée » au passage par Marchais, appelaient à la formation, dans tous les pays, de partis communistes, de partis totalement différents de ceux qui, au nom de la Nation et du Peuple, avaient entraîné les ouvriers dans le premier carnage impérialiste mondial, de partis qui ne fussent pas patriotes mais internationalistes, non plus parlementaristes et réformistes, mais partisans de la dictature du prolétariat.

Si, depuis longtemps, la preuve est faite que l'histoire a été sourde à l'appel de Lénine et que c'est en France que cet appel a trouvé l'écho le plus faible et le plus vite étouffé, c'est seulement depuis quelques années que l'évolution du P.C.F. — parfaitement logique elle aussi — pose de sérieux « problèmes » à ses chefs. Certains de ses membres — notamment Garaudy, désormais bête noire du Comité Central — voudraient que la rupture avec le « léninisme » fut officialisée et que le parti se reconnaisse pour ce qu'il est effectivement devenu. C'est pour prouver que le P. C. n'est pas un parti social-démocrate que Marchais a dû parler quatre longues heures, alors que ses principaux arguments démontraient au contraire qu'il en est réellement un.

Tout au long du discours, le thème central du rapporteur fut celui-ci : la classe ouvrière doit s'allier aux autres catégories et couches « victimes des monopoles » (employés, intellectuels, paysannerie laborieuse, classes moyennes, etc...) mais tout en gardant sa liberté d'action, sa personnalité propre. Suivre Garaudy, qui propose un « bloc historique » des ouvriers

et de toutes ces catégories, aboutirait, dit Marchais, « à fondre la classe ouvrière dans un ensemble hétérogène et à mettre en cause son rôle décisif, son rôle d'avant-garde » dans les luttes pour la transformation de la société ». Mais, ajoute-t-il en substance, il existe une « base objective » au « rassemblement autour de la classe ouvrière » de ces diverses catégories : la « politique du pouvoir et du grand capital qui créent des conditions de vie et de travail de plus en plus intolérables à l'immense majorité de la population, y compris une fraction importante des couches non salariées ».

En vérité, si la « base objective » de ce rassemblement existe, ce ne peut être qu'en vue d'une coalition électorale inoffensive et non de cette « transformation profonde de la société » promise par G. Marchais ; et c'est en ce sens que l'actuel P. C. F. n'est en rien différent des anciens partis sociaux-démocrates. Du fait que, d'une part, les intérêts de la classe ouvrière sont, comme dit Marchais, « inconciliables avec les intérêts du grand capital et avec la politique du pouvoir monopoliste » et que, d'autre part, c'est ce même pouvoir qui est « le véritable responsable de la situation dramatique de la paysannerie », le rapporteur au 19^e Congrès déduit que « classe ouvrière et paysannerie ont le même adversaire » et qu'elles « doivent donc le combattre ensemble ».

En réalité, il y a une différence énorme entre le comportement social et le rôle politique respectifs du prolétariat et de la paysannerie. Le prolétariat ne peut s'affranchir de l'exploitation capitaliste qu'en généralisant à toute la société sa condition de « sans réserves ». La paysannerie ne peut s'en prendre au mode de production existant, même s'il l'opprime, sans mettre en cause ses propres moyens d'exister. Le prolétariat n'a de salut que dans la destruction du capitalisme ; la paysannerie dans sa conservation. En conséquence, le prolétariat est pour le socialisme, la paysannerie pour la démocratie bourgeoise.

Mais alors, quand le P. C. F., par la bouche de Marchais, dit que sa politique « est révolutionnaire parce qu'elle fixe » pour objectif, non un illusoire « réaménagement du système » capitaliste, mais une transformation décisive, la construction d'une société véritablement nouvelle », qui trompe-t-il ? Les classes moyennes ou la classe ouvrière ? Les deux, pourrions-nous répondre, mais chacune dans le langage qui lui convient.

Lorsqu'il affirme, à propos de la concentration du capital, des fusions et ententes entre monopoles (ce qu'il appelle par ailleurs la « révolution scientifique et technique ») qu'elles « laissent intacts les rapports de production existants et ne peuvent nullement, par conséquent, faire l'économie d'une révolution sociale », c'est là de la poudre aux yeux des ouvriers et destinée à raviver pour eux l'image d'un P.C. révolutionnaire. Mais quand un peu plus loin, toujours sur le même sujet, il invite les classes moyennes à l'alliance avec les travailleurs « afin d'imposer leur revendication légitime et de sauvegarder leur activité », ce sont bien évidemment les paysans parcellaires et les petits commerçants menacés par la ruine qu'il flatte.

D'un point de vue de programme, et sur le plan de cette « transformation décisive » de la société dont parle Marchais, la défense de ces catégories, si elle était réellement possible, n'irait pas du tout dans le sens des conditions d'un socialisme futur. Cette « concentration

(Suite page 4)

EN TCHECOSLOVAQUIE :

La leçon amère des "voies nationales" au socialisme

Avec l'éviction de Cernik, le dernier des « libéraux » de Tchécoslovaquie, le processus inexorable de reprise en mains de la politique de ce pays par les créatures à la dévotion de Moscou est arrivé à son terme : les conciliateurs, qui crurent pouvoir ruser avec les exigences de la « normalisation », cèdent logiquement le pas aux conservateurs. C'est l'équipe politique la plus déconsidérée aux yeux des Tchécoslovaques qui s'avère seule capable de rétablir avec l'U.R.S.S. ces « bons rapports » au nom desquels l'impérialisme russe dicte ses ordres aux « pays frères ». Cette échéance, trop facilement prévisible, impose un rapide coup d'œil en arrière : la voie douloureuse et sans issue dans laquelle le prolétariat tchécoslovaque s'est engagé en suivant ses « libéraux », ne sera peut-être pas sans enseignement pour toute la classe ouvrière est-européenne.

Le « scandale » de l'intervention militaire russe de juillet-août 1968 fut la conséquence directe des changements profonds survenus en Tchécoslovaquie quelques mois plus tôt. Le parti « communiste » de ce pays s'était épuré des plus zélés continuateurs des infamies de l'époque stalinienne. Les pressions administratives et policières s'étaient relâchées. La presse s'exprimait plus librement : un vent d'enthousiasme semblait se lever après des années durant lesquelles l'ignoble et le monstrueux ne le cédaient qu'au grotesque et à l'absurde. Enfin, mobile caché de cette « libéralisation » politique, de nouvelles dispositions théorisées par Ota Sik, s'efforçaient de trouver, dans une « ouverture » vers l'Ouest, la solution des difficultés économiques du pays.

Le drame du prolétariat tchécoslovaque, en ces circonstances, c'est d'avoir confondu son émancipation de classe avec les tentatives d'émancipation nationale du capitalisme tchèque.

Célébrées avec enthousiasme par ceux qui rêvent de concilier capitalisme et socialisme, les promesses libérales du « printemps de Prague » pouvaient peut-être améliorer le fonctionnement du premier en Tchécoslovaquie, mais tout autant que la politique antérieure, elles barraient la voie du second. Les formes « autoritaires » ou « démocratiques », pacifiques ou violentes qu'emprunte la domination du capital peuvent varier selon le temps et le lieu, mais toujours au bénéfice de cette domination. Comme celle de tout le camp dit « socialiste », l'économie tchécoslovaque est fondée sur les lois du marché, la concurrence, la rentabilité des entreprises, donc l'exploitation de la force de travail. Depuis des années elle avait accumulé de telles difficultés que son état de vassalisation à l'égard de l'économie russe devenait, à tous les points de vue, intolérable. Non seulement les dirigeants de l'Etat national recherchaient activement à desserrer l'étreinte russe, mais encore la population elle-même aspirait à se libérer de la discipline sociale draconienne qui était l'expression la plus directe et la mieux perceptible de cette étreinte.

(Suite page 4)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

I. - Le capitalisme russe

Bien que l'ouvrier, littéralement empoisonné par le réformisme nationaliste, ne tourne plus guère ses regards du côté du « paradis soviétique », la question de savoir si la Russie actuelle mérite ou non le qualificatif de « socialiste » n'a rien perdu de son importance. Si le prolétariat européen, au cours des cinquante dernières années, a accepté passivement les pires méthodes de l'exploitation capitaliste (salaires au rendement, travail aux pièces, productivisme, etc...), c'est en très grande partie parce que ses chefs, aveuglément dévoués au Kremlin, en célébraient l'application en Russie comme la quintessence du socialisme. S'il parvient un jour à se dresser victorieusement contre ces formes dégradantes de l'exploitation de la force de travail, il ne pourra le faire sans pulvériser au préalable ce qui lui reste de ces illusions anciennes, sans se convaincre de ce qu'est en réalité le régime politique et social mensongèrement baptisé « communiste » en Russie. La reprise de la lutte prolétarienne internationale implique l'écrasement du mythe d'une économie russe différente de l'économie capitaliste occidentale.

Différenciation sociale marquée, hiérarchie des salaires, privilèges de catégories, division du travail qui confine les « manuels » à l'enfer de l'usine et réserve aux intellectuels le monopole du confort, tous ces traits que la société russe affiche cyniquement sont-ils, comme l'affirment impudemment les gens du P.C.F., compatibles avec le socialisme ? La villa pour Kossyguine, le taudis pour l'ouvrier ; la fusée vers la lune et la queue devant la boucherie ; l'armement nucléaire et la pénurie de blé ou de viande, seraient-ce là les ima-

ges peu reluisantes de la société de demain ? A ces questions, il ne suffit pas de répondre par la négative. La bourgeoisie a déjà su utiliser habilement la désillusion de certains travailleurs face à la révélation de la réalité russe : puisque le communisme est décevant, leur a-t-elle dit en substance, pourquoi ne pas vous contenter de notre bon vieux capitalisme démocratique ?

Langage qui, chez les tenants des « voies nouvelles du socialisme », est à peine modifié : chaque peuple aura son socialisme, en te-

nant compte de ses traditions, de son « degré de civilisation » ! Si nous, marxistes révolutionnaires, voulons démasquer le faux communisme russe, ce n'est nullement pour dégoûter les ouvriers du vrai. Il nous faut donc démontrer que les tares de la société russe actuelle sont communes à tous les régimes politiques et sociaux existants, parce que tous — Russie comprise — sont capitalistes.

Se prononcer à ce propos sur la Russie suppose que l'on connaisse les caractéristiques élémentaires du socialisme ; mais cela même n'est possible qu'à la condition de savoir d'abord ce qu'est le capitalisme. C'est précisément ce qu'ignorent les beaux esprits qui péroreront sur le sujet à la radio et à la télévision ou en traitent dans de savants ouvrages. Il ne s'agit pas, en effet, de discerner seulement quelques aspects accessoires et accidentels de ce mode de production, mais d'en définir les caractéristiques fondamentales afin de pouvoir le reconnaître en toutes circonstances. Ces caractéristiques

(Suite page 4)

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista
journal bi-mensuel

et
il sindacato rosso
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU "PROLÉTAIRE"
Organe du Parti Communiste International

N° 8 — 16 février - 15 mars 1970

Correspondance : "le prolétaire" - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Les grèves illégales et l'opportunisme

Depuis le début de l'année, dans les vagues de grèves qui se succèdent et se font écho, le prolétariat réapparaît lentement sur la scène mondiale. En Angleterre, en Italie, en France, il manifeste par des actions « sauvages » ses premières velléités autonomes de lutter ; velléités encore confuses et sporadiques, vite étouffées par des dirigeants syndicaux qui gardent le contrôle et la confiance de leurs troupes.

Bernée par leurs fanfaronnades, la masse des ouvriers suit patiemment ces piètres combattants. Les plus lucides restent malgré tout convaincus que leur force vient de leur union et qu'il est une nécessité vitale de demeurer au sein d'une organisation — le syndicat — dont le but est précisément d'unifier les forces ouvrières éparpillées, en dehors de laquelle toute action ne saurait être que désordonnée et inefficace.

Aujourd'hui, les grèves « illégales » de Kiruna et du Limbourg viennent apporter la preuve que la patience du prolétariat n'est pas illimitée. En chassant de leurs rangs les dirigeants qui les trahissaient depuis des décennies, en s'attaquant de front à l'ennemi de classe, les prolétaires de Suède et de Belgique montrent d'une manière éclatante, à tous leurs camarades encore soumis à l'opportunisme, le chemin qu'ils devront suivre.

Dans une grève déclenchée le 10 décembre et qui se poursuivra pendant deux mois, les mineurs de Kiruna, en Laponie suédoise, ont balayé tout l'édifice d'embrigadement du prolétariat patiemment édifié depuis quarante ans par la social-démocratie et ses alliés au sein de la grande centrale syndicale scandinave L. O. Avec une force que n'auraient jamais soupçonnée les théoriciens de la « planification sociale », les mineurs ont entrepris cette grève en dépit des clameurs patronales sur l'illégalité du mouvement, en dépit de la volte-face attendue des dirigeants syndicaux empêtrés dans leurs engagements et leurs promesses et qui, terrorisés, brandissaient la menace d'exclusion et fermaient les caisses du syndicat.

Pour suppléer à la défaillance de leurs chefs, passés à l'ennemi, les ouvriers désignent un comité de grève, état-major de la lutte, duquel sont exclus les délégués syndicaux. Ils constituent une caisse de secours pour résister aux blocus économiques qui espèrent les affamer et mènent avec une fermeté exemplaire leur mouvement : rupture avec les conciliateurs de tous bords, rejet des « arrangements » proposés par la direction, poursuite illimitée de la grève jusqu'à complète satisfaction de toutes les revendications. En tête de celles-ci : la suppression des primes de rendement, revendication lucide qui déjoue la ruse du capitalisme consistant à accroître l'intensité du travail lorsqu'il ne peut en augmenter la durée. Galvanisés par cet exemple, les ouvriers de Volvo, Saab, Electrolux, rejettent à leur tour les « contrats » signés par le syndicat avec leur entreprise ; la vague atteint le Danemark où une grève générale « illégale » de 24 heures est décidée.

La grève de Kiruna succombera le 3 février à une contre-offensive de la direction « officielle » du syndicat et des éléments douteux infiltrés dans le comité de grève. Cette coalition réussit à entraîner les grévistes sur un terrain où l'opportunisme est toujours vainqueur :

Ces dirigeants n'ont pourtant plus rien de ces chefs valeureux que les ouvriers voulaient voir à leur tête. Négociateurs professionnels d'accords « raisonnables », aspirant avant tout à être « considérés » par le patron dont ils souhaitent devenir un « interlocuteur valable », ils allèguent inlassablement l'« unité », la « tactique » ou l'« intérêt national » pour briser et saboter les luttes ouvrières, aliés inconscients mais habiles des exploiters au sein du prolétariat.

une « consultation démocratique », à bulletins secrets pour décider de la poursuite du mouvement. Les grévistes votent pourtant la poursuite de la grève, mais leur comité divisé, soumis aux pressions patronales et syndicales, les invite à reprendre le travail.

Avec plus de force encore, les 18.000 mineurs des charbonnages flamands du Limbourg lancent le 5 janvier une grève illimitée pour obtenir une augmentation immédiate des salaires de 15 %, foulant aux pieds l'accord de « programmation sociale » que leur imposait les deux grands syndicats belges F.G.T.B. et G.S.G. Ils créent un « comité permanent des mines » dont sont exclus les dirigeants syndicaux, et refusent tous les compromis, résistent à toutes les intimidations. A une attaque du patronat qui menace les grévistes de supprimer la prime de fin d'année, ils ripostent par une émeute le 22 janvier. Quelques jours plus tard, ils saccaquent les locaux du syndicat jaune G.S.G. La direction cède : la prime leur sera versée. Loin de se contenter de ce que l'« Humanité » appelle aussitôt une « victoire » et qui n'est que l'obtention de leur dû, ils durcissent leur action.

Des arrestations sont opérées, mais le mouvement fait tâche d'huile : les ouvriers de nombreuses entreprises liégeoises, de la General Motors d'Anvers, de Ford à Genk, remettent en cause les accords signés sur leur dos par les syndicats. Aujourd'hui, après cinq semaines de lutte, la détermination des grévistes reste entière.

Quelle que soit l'issue de ces grèves exemplaires, elles marquent une rupture complète avec toutes les méthodes habituellement imposées par l'opportunisme. Les débrayages par atelier et autres grèves tournantes, les négociations sans fin, les revendications qu'il faut toujours réduire, les « reprises victorieuses du travail » où l'on n'a eu que des miettes ; tout cela a été vomi par les ouvriers, balayé avec une violence qui a terrorisé les dirigeants syndicaux et laissés pantouflés les patrons. Des mineurs suédois et belges ont enfin compris qu'il ne sert à rien de négocier ; ils ont compris que la force organisée du prolétariat est irrésistible et qu'il doit exiger puisqu'il est le plus fort. Ouvrant la voie à de nouveaux assauts, ils ont montré ce qui attend tôt ou tard les dirigeants syndicaux français engagés déjà dans la voie sans issue des « contrats de progrès », frères jumeaux des « contrats » suédois ou belges.

Ces grèves apportent aussi une grande confirmation : c'est en abattant l'opportunisme, défenseur le plus sûr de l'Etat bourgeois, son garde du corps depuis 50 ans, que les ouvriers retrouveront les armes dont ils ont besoin pour repartir à l'assaut du capital. Une entaille profonde vient d'être faite dans le carcan opportuniste qui enserre jusqu'à l'étouffer le prolétariat mondial. En Suède, en Belgique, les maillons les plus faibles de l'Internationale op-

portuniste ont été rompus, affaiblissant du même coup ses maillons les plus forts.

Cette première indication, faible encore mais certaine, de la reconstitution des forces autonomes du prolétariat, au moment où la crise approche des centres capitalistes, est pour nous marxistes, une confirmation de ce que nous n'avons jamais cessé d'affirmer : le capitalisme régénère inexorablement les forces de la classe ouvrière. Ce réveil, nous l'attendions avec une certitude inébranlable, contre tous les défaitismes, contre tous ceux qui théorisaient la faiblesse momentanée du prolétariat en sa mort définitive et saluaient déjà sa dépouille, tous ceux qui affirmaient son rôle révolutionnaire révolu et le marxisme dépassé.

A ceux-là, nous pouvons dire aujourd'hui : Regardez Kiruna, regardez le Limbourg. C'est la force du prolétariat qui renaît !

"POSSIBILITES" CAPITALISTES ET REVENDICATIONS OUVRIÈRES

Bien que comme spécimen de jésuitisme opportuniste la signature de l'accord Berliet par les dirigeants syndicaux dépasse la farce du « référendum-EDF » et la fasse oublier, il est bon encore de comparer, sur les problèmes posés par les revendications économiques et la possibilité existant ou non de les satisfaire, les positions des faux communistes d'aujourd'hui avec les positions des communistes d'hier, les vrais.

Après la fameuse « consultation » à l'E. D. F., Georges Ségué, secrétaire général de la C. G. T., a déclaré : « Quoi qu'en disent nos détracteurs, notre objectif n'est pas de provoquer des conflits et des troubles. Il est de défendre les intérêts des travailleurs et de leurs familles, d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, d'y parvenir par voie de négociation, en tenant compte des possibilités et des réalités économiques... ». « Si le gouvernement et le patronat renoncent aux manœuvres et aux ruses qui font trop souvent trébucher les négociations et acceptent de discuter sérieusement, en respectant les critères de représentativité de leurs interlocuteurs syndicaux, une politique sociale contractuelle peut s'instaurer dans notre pays, à la satisfaction de tous les gens de progrès. »

(Comme disait en substance de son côté Bergeron, de F.O. : « Moi, je suis réformiste et ne m'en cache pas ; d'autres le sont tout autant mais le dissimulent sous des phrases »).

Voyons maintenant les positions du III^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la question des revendications syndicales : « Les partis communistes — disent les Thèses — doivent prendre en considération, non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la capacité de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. »

Quelques mots qui suffisent à mettre en évidence ce que nous appelons la dégénérescence des partis et syndicats ouvriers.

Pas dans les Syndicats jaunes !

C'est une idée très répandue parmi les ouvriers et sur laquelle l'opportunisme spéculait tout à son aise : puisque tous les travailleurs salariés ont potentiellement les mêmes intérêts, il est anormal que les syndicats qui les représentent ne puissent se mettre d'accord ; leurs divergences ne sauraient donc être que des « anomalies », des « anachronismes » sinon, simplement, l'effet de la « mauvaise volonté » de chefs peu consciencieux. Pour combattre ce préjugé, qui ne correspond ni à la réalité sociale, ni à la réalité historique, nous reviendrons ici sur la question du « syndicalisme jaune », dont l'existence n'est ni un accident, ni une invraisemblance, mais une exigence de la société bourgeoise décadente et la principale sauvegarde actuelle de la domination du capital.

Entre le « noyautage » gauchiste de F.O. et de la C.F.D.T., dont nous parlions récemment, et les arguments qu'invoquent les dirigeants de la C.G.T. en faveur de leur « front syndical commun » avec ces organisations, il n'y a pas, au fond, de grande différence. Ce que les uns disent, ce que les autres laissent entendre, c'est que les « syndicats de la base », chez F.O. ou à la C.F.D.T., sauront bien, pour peu qu'on les y incite, contraindre leurs propres chefs à cette unité d'action et à cette lutte radicale qu'ils refusent. Les seules différences entre ces gauchistes et les dirigeants de la C. G. T., c'est d'abord que les uns entendent réussir du dedans, par l'infiltration à la base dans les syndicats jaunes, ce que les autres promettent de réaliser du dehors, par des accords syndicaux « au sommet » ; c'est ensuite que les gauchistes pensent effectivement ce qu'ils disent tandis que les chefs de la C. G. T. font seulement semblant de le croire et ne l'avancent, auprès de leurs adhérents, que dans le seul but de justifier leur volon-

té d'étroite collaboration avec les dirigeants des syndicats jaunes.

Malgré l'opinion que les gauchistes expriment ouvertement et que les pontifes de la C.G.T. se bornent à entretenir parmi leurs troupes n'est qu'une seule et même illusion : la « volonté de la base », dans les syndicats jaunes, pourrait transformer en groupements de lutte des organisations conquies et créées pour rendre cette lutte impossible !

Nous rejetons formellement cette opinion qui ignore tout autant la fonction du syndicalisme jaune que l'évolution historique qui lui a donné le jour. Un fait marquant de « l'histoire sociale » depuis la fin de la seconde guerre mondiale, c'est le contrôle direct ou indirect que la bourgeoisie capitaliste a réussi à s'assurer de l'organisme qui, en principe, est destiné à la combattre. L'étendue de ce contrôle ne se mesure pas seulement au nombre et à l'importance des syndicats jaunes qui existent dans tous les pays, mais, plus encore, à l'influence grandissante qu'ils parviennent à exercer à l'intérieur même

d'organisations ouvrières plus traditionnelles et qui, jusqu'à ces dernières années, ont réussi à conserver au moins des apparences d'indépendance formelle à l'égard de la classe capitaliste et de son appareil d'Etat. Que la C.G.T., par exemple, « oublie » ses traditions de lutte et devienne de plus en plus semblable à F.O. et à la C.F.D.T., voilà qui prouve que le syndicalisme jaune n'est pas simplement un type « contre-nature » d'organisation ouvrière, mais plutôt une tendance historique du mouvement syndical.

Pour comprendre le sens de ce phénomène et les conditions dans lesquelles il peut être combattu, il faut bien évidemment en discerner les causes matérielles. Quand nous parlons du syndicalisme jaune comme d'une création du capitalisme destinée à saboter la lutte ouvrière de l'intérieur, c'est là une image qu'on ne saurait prendre à la lettre en imaginant des associations d'espions et d'hommes de main soudoyés par le patronat et le gouvernement (de tels groupements ont été tentés, mais généralement, sans réussir à prendre un caractère de masse).

Bien des militants honnêtes de F.O. ou de la C.F.D.T. auraient la partie belle, au demeurant, pour nous jeter à la tête leur intégrité morale et leur dévouement sans limite au syndicat ! Le syndicalisme jaune est en réalité un produit historique du mouvement ouvrier ; il plonge ses racines, d'une part dans l'évolution des conditions techniques de la production capitaliste, de l'autre dans les défaites politiques de la classe ouvrière. L'évolution de la technique capitaliste a donné naissance à l'aristocratie ouvrière, la dégénérescence du mouvement prolétarien international a donné à celle-ci la prédominance dans le mouvement syndical.

(Suite page 3)

REUNION PUBLIQUE A ARLES

Le Vendredi 27 Février, à 21 heures

Salle Henri-Comte (Derrière la Mairie)

ROLE DU SYNDICAT
DANS LA LUTTE DE CLASSE

LA RÉFORME DES STATUTS de la C.G.T.

II. - "Disparition du salariat" ou nationalisations ?

Nous avons précédemment expliqué pour quelle raison les auteurs des nouveaux statuts de la C. G. T., sous prétexte de « conceptions anciennes, périmées », s'acharnaient à détruire les derniers vestiges formels de la tradition de lutte de la grande centrale ouvrière : leur syndicalisme actuel, « tourné vers l'avenir », vise à aménager l'exploitation capitaliste et non à la détruire. La transformation radicale de l'article 1^{er} des anciens statuts en est la preuve la plus marquante.

« La C. G. T. — disait le texte — primitif — a pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. »

La nouvelle rédaction de l'article 1^{er} assigne toujours à la C. G. T. la défense de ces intérêts immédiats des salariés, mais remplace la « dis-

parition du patronat et du salariat » par la formule suivante : « S'inspirant dans son orientation des principes du syndicalisme démocratique, de masse et de classe qui dominent l'histoire du mouvement syndical français, la C. G. T. s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange. »

Avant d'examiner ce qu'il faut entendre par ces derniers termes, soulignons le fait suivant : si les

auteurs du nouveau texte n'ont pas jugé utile de maintenir la « disparition du salariat » comme condition indispensable de la « suppression de l'exploitation capitaliste », c'est qu'ils estiment que cette suppression peut être faite sans disparition du salariat. En d'autres termes, les dirigeants de la C. G. T. conçoivent la société sans exploitation de classe, la société socialiste, comme une société dans laquelle les travailleurs seront toujours rétribués en argent, donc d'après la valeur de leur force de travail.

Dans cette curieuse société « socialiste », il existera donc la hiérarchie des salaires, les différenciations de qualification, les salaires proportionnels au rendement, les inégalités sociales, en un mot tout ce qui constitue, dans la société capitaliste, non seulement les bases matérielles de la misère des ouvriers, mais encore les causes directes de leur division, de leur impuissance, de leur aliénation ! Ainsi en est-il effectivement dans

tous les pays du monde qui se prétendent « socialistes » ; ainsi en est-il dans tous les programmes de partis soi-disant « ouvriers » ; ainsi en est-il dans les œuvres et études des économistes distingués de l'Est et de l'Ouest qui se vantent d'avoir « compris Marx » et même de « l'avoir dépassé » ! A cette impudente falsification de la pensée marxiste nous opposons ce principe inébranlable : le socialisme commence là où disparaît le salariat.

Voyons maintenant ce que signifie la « socialisation des moyens de production et d'échange » telle que la conçoivent les dirigeants de la C. G. T. La formule est authentiquement marxiste et figurait déjà dans le programme de 1880 du « Parti Ouvrier Français » dont la partie générale fut rédigée par Marx lui-même. Mais c'est le contenu, les « modalités d'application » qui, dans la conception des dirigeants de la C. G. T. et du P. C. F. ne le sont pas. Selon eux, c'est par la voie des nationalisations qu'on parviendra au socialisme et Krasucki, dans le n° 830 du « Peuple » du 15 octobre 1969, a longuement expliqué en quoi les nationalisations « démocratiques » diffèrent des nationalisations actuelles : « Dans le cadre d'une démocratie véritable, écrit-il, la nationalisation des secteurs-clés permet d'agir sur la structure économique et sociale. Elle ne constitue pas le socialisme (suppression de la propriété privée des moyens de production) ... (mais) ainsi conçue crée des conditions favorables pour aller au socialisme. »

La distinction entre nationalisations démocratiques et nationalisations tout-court n'est qu'un attrapage comme on le verra plus loin. Mais il faut d'abord affirmer hautement — contrairement à ce qui disent les dirigeants de la C. G. T., dont certains, et non des moindres, se prétendent « communistes » — que les nationalisations, dans la doctrine marxiste, ne sont ni le socialisme, ni la voie qui y conduit.

Engels précisait déjà en 1883 : « La transformation des moyens de production en propriété d'Etat ne supprime pas la qualité de CAPITAL des forces productives... L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme (donc même s'il est une "démocratie véritable", Ndr) est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété (c'est-à-dire plus il y a de nationalisations, Ndr) et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite les ouvriers. »

Les opportunistes — qui ne craignent pas de prendre les gens pour des imbéciles — rétorqueront que cette définition, valable à l'époque de Engels, ne l'est plus aujourd'hui à cause des « conditions nouvelles » du « capitalisme des monopoles », etc... Pour que cet argument ait une apparence de sérieux, il faudrait qu'ils nous montrent que les fonds de roulement des entreprises nationalisées et leurs installations ont, depuis 1883, perdu leur caractère de capital, c'est-à-dire que les entreprises nationalisées ne produisent plus pour le marché, n'utilisent plus de la main-d'œuvre salariée, ne retiennent plus de profit. Ce qui, évidemment, est d'autant plus insoutenable que les mêmes dirigeants de la C. G. T. — dans le but de défendre les nationalisations existantes, les nationalisations actuelles — s'évertuent à montrer que l'E.D.F., la Régie Renault, la S. N. C. F., sont parfaitement rentables, qu'elles ont à leur actif des réalisations techniques remarquables, qu'elles ont considérablement accru leur production et leur productivité du travail, en un mot que les entreprises nationalisées ont, aussi bien sinon mieux que les entreprises privées, exploité la force de travail qu'elles emploient ! Ce sont là des faits qui n'exigent pas de longues démonstrations théoriques : les salariés de l'E. D. F. n'ont pas attendu des discours pour réaliser à quel point l'Etat-patron les exploite ; les « roulants » de la S. N. C. F., à qui ce même Etat-patron refuse les plus modiques

réductions de temps de travail n'ont pas davantage eu besoin d'un dessin pour le comprendre !

Les opportunistes ont encore un argument : à les entendre, les nationalisations actuelles ne seraient pas véritables parce que le gouvernement présent n'est pas un gouvernement démocratique « épris de progrès social » et parce que les représentants syndicaux ne sont pas admis à siéger dans les Conseils d'administration des entreprises nationalisées (Quelle chance pour eux que les ouvriers aient oublié combien ils savaient leur faire « retrousser les manches », à la Libération, lorsqu'ils siégeaient effectivement dans ces mêmes Conseils d'administration !)

Mettons patiemment les choses au point. Le passage sous la direction de l'Etat des grandes entreprises, des banques, des transports, des établissements commerciaux, de tous les secteurs vitaux de la production peut être un moyen de transformation socialiste des rapports de production, mais à une condition fondamentale : que cet Etat soit l'Etat de la dictature du prolétariat. C'est en ce sens que les nationalisations russes, après la victoire de la révolution d'Octobre 1917, pouvaient être considérées comme une voie (d'ailleurs fort longue en raison de l'arriération économique du pays) en direction du socialisme.

Mais, en régime capitaliste, la nationalisation des entreprises ne peut en rien modifier le fait qu'elles exploitent de la force de travail. Quels que soient les individus qui les dirigent (les hommes, en cette affaire, ne déterminent rien), ce sont les rapports de production qui commandent tout. Et sans destruction des échanges mercantiles, sans abolition du salariat, les rapports de production ne peuvent pas être transformés. Ce n'est pas parce que quelques bonzes syndicaux posent un morceau de fesse sur les strapontins des Conseils d'administration des entreprises nationalisées que celles-ci cesseront de remplir leur fonction, toujours croissante, dans un système de production qui n'a qu'un seul moteur et un seul but : le profit !

Pour justifier l'extension des nationalisations existantes, les pontifes de la C. G. T. aiment à souligner ce « scandale » : le profit qu'elles réalisent aujourd'hui est « transféré » dans le secteur privé (comme celui des Charbonnages qui va grossir les profits de la Chimie). Dans leur perspective de nationalisation « véritable », il n'en serait plus de même ; chaque entreprise nationalisée conserverait son profit et, ainsi, serait « encouragée » à en produire davantage. Mais ce profit se réaliserait en argent et s'échangerait à nouveau contre de la force de travail, élargirait l'exploitation des ouvriers. Ainsi la revendication de la C. G. T. — si elle se réalisait — modifierait peut-être la répartition du profit entre entreprises, mais ne ferait nullement disparaître celui-ci. Elle changerait peut-être les rapports entre secteur privé et secteur public, entre l'Etat capitaliste et les capitalistes eux-mêmes, mais n'apporterait aucune transformation dans les rapports entre le prolétariat et le capital.

Les « nationalisations véritables » n'ont rien à voir avec le socialisme, dans le présent ou dans le futur. Elles sont l'aspiration d'une coterie de chefs syndicaux, de politiciens qui, en spéculant sur les intérêts immédiats de catégories salariales quelquefois moins défavorisées que celles du secteur privé, défend ses propres ambitions de carriérisme.

Que ces aspirations soient désormais consignées dans les statuts de la C. G. T., voilà qui prouve à quel degré de décomposition et de corruption en est arrivée la centrale ouvrière traditionnelle du prolétariat de France !

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, TOULON, désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Pas dans les Syndicats jaunes !

(Suite de la page 2)

« Aristocratie ouvrière », c'est aussi un terme commode pour caractériser l'ensemble des catégories qui, en raison de leur qualification professionnelle élevée, occupent dans la hiérarchie salariale une place relativement privilégiée. Ces catégories, comme toutes les autres, agissent en fonction de leurs intérêts immédiats ; mais ces intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des catégories moins payées. Il peut arriver, et cela s'est produit dans des périodes de montée révolutionnaire, qu'une direction syndicale armée du programme historique du prolétariat, parvienne à discipliner toutes les catégories salariées — y compris celles de l'aristocratie ouvrière — aux intérêts généraux de toute la classe. Ce n'est évidemment pas le cas aujourd'hui où l'aristocratie ouvrière démultipliée s'oppose effectivement — grâce à la complicité des dirigeants opportunistes — aux méthodes de lutte et aux revendications qui, seules, seraient favorables aux salariés du bas de l'échelle. Elle s'avère plus que jamais fortement attachée à la hiérarchie des salaires. Elle préfère les augmentations au pourcentage aux revendications uniformes (et, à plus forte raison, dégressives) qui se présentent à elle comme une sorte de déclassement social. Et tout naturellement, elle exerce, dans l'organisation syndicale à laquelle elle adhère une influence proportionnelle à la place qu'elle y occupe. Bien qu'elle prolifère partout — y compris à la C. G. T. — ce sont les syndicats jaunes qui constituent son domaine traditionnel d'élection. Ne serait-ce que pour cette raison, la tentative gauchiste d'une « radicalisation de classe » à la C.F.D.T. ou chez F.O. est par avance vouée à l'échec.

L'aspect politique du syndicalisme jaune est encore plus important. Il se présente sous la forme d'une sorte de pacte tacite conclu avec le capitalisme : en échange d'une rémunération plus « décente », rendue possible par le développement de la productivité du travail et le pillage du monde par les puissances impérialistes, certaines catégories salariées se sont progressivement détachées des intérêts généraux de la classe ouvrière et ont finalement renoncé, de façon ouverte, c'est-à-dire politique, aux buts révolutionnaires du prolétariat. Bien entendu, de tels « pactes sociaux » ne sont pas écrits (bien que certains « contrats de progrès », aujourd'hui

réellement signés, viennent révéler leur existence implicite), mais leur réalité se manifeste de façon éclatante en des moments historiques précis. C'est un fait paradoxal — nous tenons à le souligner parce qu'il confirme que c'est toujours la fonction du syndicat jaune qui s'impose à la volonté de ses membres et non l'inverse — que de telles « alliances » entre l'aristocratie ouvrière et le capitalisme sont apparues au grand jour, le plus souvent, non pas au moment où le capitalisme s'appropriait à concéder de nouveaux « avantages » aux catégories privilégiées mais, bien au contraire, lorsqu'il entendait fermement les mettre, comme les autres, à la portion congrue. Ainsi les trade-unions anglaises — incarnations typiques d'un syndicalisme privilégié — devinrent-ils les serviteurs zélés et inconditionnels du capital d'Outre-Manche en pleine crise économique, lorsque l'aristocratie ouvrière britannique était elle-même frappée par le chômage.

Ce paradoxe s'explique : la situation relativement privilégiée de l'aristocratie ouvrière n'est pas un simple fait économique, bien qu'elle ait pour fondement la division capitaliste du travail. C'est, plus encore, un engagement politique des catégories qui en bénéficient et dont le capitalisme sait exiger le respect lorsque, en pleine crise économique et sociale, il a absolument besoin de la complicité de l'aristocratie ouvrière pour briser les révoltes violentes de toute la classe salariée. Que cet engagement soit tenu ou non, cela dépend de l'ampleur et de la dynamique de la crise sociale générale. Une chose est sûre en tout cas, qui réduit à néant les spéculations gauchistes sur la « volonté de la base » dans les syndicats jaunes : les catégories qui, en période de prospérité, ont exprimé en termes politiques de collaboration de classe, les avantages de fait qu'elles retiraient de la division du travail, de la hiérarchie salariale et de la concurrence entre les ouvriers, deviennent incapables, en pleine crise et réduites à leur propre force, de la plus élémentaire défense de leurs intérêts corporatifs.

Il nous reste pourtant à expliquer ces surprenantes poussées radicales qui se manifestent quelquefois à la C. F. D. T. et dont les gauchistes tirent l'argument majeur de leur « noyautage ». Pour être « jaunes », cette organisation n'en est pas moins un syndicat. Comme tel, il lui faut bien — au

moins en paroles — dépasser les frontières étreintes du corporativisme. La phrase gauchiste y est, pour cette raison, la bienvenue. Elle n'engage pas à grand-chose : les catégories combattives y sont minoritaires et on comprendrait mal que, dans ce milieu sans tradition de classe, elles s'avèrent plus incisives qu'à la C. G. T. où, pourtant, elles sont en majorité.

Le fait que, dans une situation qui évolue vers la crise capitaliste, des poussées objectives se manifestent, même à l'intérieur de syndicats jaunes, ne doit d'ailleurs pas faire illusion. Face à ces poussées, toute organisation syndicale doit faire preuve d'une certaine élasticité, adopter un langage plus radical. Pour cimenter les troupes sociales hétérogènes héritées de la C.F.T.C. confessionnelle et paternaliste, pour substituer à l'obéissance servile à la démocratie chrétienne le ralliement de la jeune C.F.D.T. au réformisme laïque, Descamp, secrétaire général de la nouvelle organisation, a dû « admettre la lutte des classes ». Ce ne sont là que des mots. L'erreur gauchiste est de croire que la « poussée de la base » peut indéfiniment propulser n'importe quelle direction politique placée à la tête du syndicat. Nous sommes formels à ce sujet : toutes les directions syndicales existantes, y compris celle de la C. G. T., ne peuvent, dans cette voie, dépasser certaines limites au-delà desquelles doit survenir inévitablement un heurt politique, une rupture entre les ouvriers et leurs chefs opportunistes. Nous n'avons pas ici à faire de pronostic à ce sujet, mais nous devons tenir compte du fait que cette « élasticité » est plus grande à la C. G. T. que dans les syndicats jaunes, en raison des différences de tradition et de composition sociale des organisations respectives. Si, à la C. G. T., on ne tolère pas le gauchisme, même à l'état de phrase, c'est parce que la « matière sociale » y est trop inflammable. Si, par contre, dans les syndicats jaunes on s'en gargarise, c'est parce qu'elle n'y représente qu'une simple clause de style.

L'existence ou non de la démocratie syndicale signifie le contraire de ce qu'en attendent les gauchistes : là où elle existe c'est qu'elle est privée de tout effet ; là où les dirigeants opportunistes soupçonnent seulement le danger qu'elle peut faire courir à leur politique, ils s'arrangent pour la bannir. Là où les militants du parti de classe pourraient parler, il n'y a rien à faire pour la défense des intérêts du prolétariat ; là où il aurait une seule chance d'agir, on se garde bien de les laisser parler. La lutte de classe, dans la phase totalitaire et impérialiste du capitalisme passe à l'intérieur du syndicat. On doit lutter contre l'opportunisme dans la C. G. T. ; on ne peut pas le faire dans les syndicats jaunes !

REUNION PUBLIQUE A LYON

Le Samedi 21 février, à 18 heures

BRASSERIE DE L'ETOILE

1, Cours Gambetta (3^e)

QU'EST-CE QUE LE
PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL ?

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœling
M A R S E I L L E (X^{me})

Distribué par les N. M. P. P.

La leçon amère

(Suite de la 1^{re} page)

« Ouverture vers l'Ouest », « autonomie des entreprises », « suppression du plan », c'étaient, exprimées par les Dubcek, Sik et Cie, les revendications du **capitalisme national** tchécoslovaque. Qu'elles se soient rencontrées avec celles de la classe ouvrière de ce pays, c'est la conséquence de la situation particulière du prolétariat dans toute la zone d'influence soviétique: l'exploitation directe dont il est l'objet par ses « patrons nationaux » se double d'une exploitation indirecte de la part du « patron supranational » russe. Dans ces pays, l'**exploitation économique** et l'**oppression nationale** se conjuguent derrière le masque d'un socialisme mensonger, détournant les revendications de la classe ouvrière vers le vieux mot d'ordre bourgeois d'**indépendance nationale**.

L'unité du peuple tchécoslovaque derrière les hommes d'Etat « libéraux » en 1968 n'eut pas d'autre raison. Le conflit entre Prague et Moscou, en dépit de tout ce qu'on a dit à ce propos, ne fut nullement motivé par l'apparition en Tchécoslovaquie d'un « modèle de socialisme » différent du « modèle russe ». Les réformes économiques que les Russes ont reprochées à Dubcek, ils les appliquent fort bien chez eux et les couvent avec amour dans la Hongrie de Kadar.

Répétons-le : la **spoliation économique** et l'**oppression politique** de la Tchécoslovaquie par l'U.R.S.S., voilà tout le secret du conflit entre les deux pays. Tous deux s'affirment « socialistes » ; tous deux ont effectivement le même **type de production**. Mais cette production est une production pour le marché et, comme telle, elle engendre la concurrence, la rivalité, les conflits politiques et militaires. Plus massive, plus puissante, l'U.R.S.S. entend contrôler la production tchèque. Plus développée techniquement, plus « civilisée », la Tchécoslovaquie veut s'émanciper de cette tutelle. Ce conflit entre « pays frères », les tanks, les mitrailleuses et les baïonnettes ne font que l'exprimer dans le **langage qui convient** lorsque ses conséquences économiques et sociales prennent des dimensions telles qu'on ne peut plus le résoudre par les discussions feutrées des diplomates ou les hypocrites conférences d'unité des « partis frères ». Les froids intérêts concurrentiels, l'hypocrisie idéologique et, en fin de compte, la violence inévitable, tels sont les attributs indélébiles du système politique et social que Staline, dans le bain de sang de la vieille garde bolchevique exterminée, a impudiquement appelé **socialisme** !

Le recours à la force armée pour trancher ce que les P. C. occidentaux ont le front d'appeler de simples « divergences », révèle assez clairement le contenu sordide et meurtrier des rapports internes du pseudo « camp socialiste ». Le prolétariat occidental n'en fait pourtant pas l'expérience directe et c'est pourquoi les opportunistes du P.C.F. ont jusqu'ici réussi, grâce à leur jésuitique « réprobation » sans lendemain de l'intervention militaire russe, à lui cacher ce que, précisément, l'affaire tchécoslovaque aurait pu lui apprendre : que le faux socialisme de marque stalinienne est partie intégrante de l'impérialisme mondial et qu'à ce titre il ne réserve à la classe ouvrière qu'exploitation, misère et guerre ; que s'il n'y avait rien à attendre du « socialisme démocratique » de Dubcek, il n'y a pas davantage à espérer de celui, non moins frauduleux, de son vainqueur.

Mais de ce dernier, le prolétariat tchécoslovaque, lui, fait l'expérience immédiate : la répression politique étant à peu près achevée dans ce pays, c'est la contrainte économique qui reprend tous ses droits. Le programme de ceux qui ont éliminé Cernik ne laisse planer aucun doute à ce sujet. Il promet d'abord le « renforcement du parti sur l'économie » : au point de délabrement actuel de la production tchèque, on peut s'attendre à un déploiement

formidable de tous les sbires politiques et de tous les flics déguisés en syndicalistes en vue d'intensifier l'exploitation de la force de travail. Ce but est clairement énoncé dans le nouveau plan adopté qui est fondé « sur la perspective d'une **nette amélioration de la productivité** », entend « renverser les tendances qui ont permis une **augmentation trop rapide de la consommation** », colmater « un déficit énorme de la balance des paiements » : en somme, ce qui attend le prolétariat tchécoslovaque c'est bel et bien un **classique programme d'austérité** doublé des moyens politiques et policiers nécessaires pour le faire respecter !

Cette austérité, quelle que soit la solution provisoire du conflit Prague-Moscou, guettait de toute façon les ouvriers de Tchécoslovaquie. La « libéralisation » économique chère à Ota Sik aurait sans doute introduit une certaine rationalité dans la production, l'équipement, le ravitaillement. Elle aurait peut-être guéri l'incurie bureaucratique héritée de la période stalinienne. Elle n'en aurait pas moins exigé du prolétariat tchécoslovaque un effort productif considérable : d'abord pour sortir du marasme économique, ensuite pour affronter avec quelque chance de succès, non plus les dictats politiques de Moscou, mais les exigences économiques tout aussi impératives de la lutte sur le marché ouest européen. L'habileté de l'équipe Dubcek résidait justement en ceci : en échange de diverses libertés formelles, d'un allègement de la discipline politique et de quelques améliorations du style de vie, elle obtenait des ouvriers tchécoslovaques l'acceptation des sacrifices nécessaires au redressement de la production. Tel était le **contenu caché** du pacte tacite conclu, durant le « printemps de Prague », entre les classes exploitées de Tchécoslovaquie et leurs « patrons nationaux » de l'époque.

Cette clause jusqu'ici invisible, l'expérience que les ouvriers tchécoslovaques viennent de faire du « courage national » de leurs patrons libéraux peut les aider à la percevoir. Ces derniers ont préféré l'ouïe, continuer à jouer leur rôle d'hommes d'Etat, de chefs politiques, de responsables de l'ordre plutôt que de laisser aux laquais de l'impérialisme russe le soin de la « normalisation ». Ils ont agi ainsi, précisément, parce qu'ils ne sont pas des communistes internationalistes, mais des **représentants nationaux** de la firme « Tchécoslovaquie ». Soucieux d'en sauvegarder les bases économiques et sociales, au prix de n'importe quelle concession, ils étaient bien incapables d'une lutte quelconque et ont montré quelle classe sociale, sous leurs masques « socialistes », ils représentent en réalité : non pas le prolétariat — trop enclin à se battre pour des causes **qui ne sont pas les siennes** — mais la bourgeoisie, dont Marx disait déjà, il y a un siècle, qu'elle n'était plus à même d'accomplir son **dernier geste héroïque** : la lutte nationale.

Parti du «peuple» et non du prolétariat

(Suite de la 1^{re} page)

» verticale du domaine de la « production à celui de la consommation » dont Marchais parle en termes indignés, est par exemple la condition fondamentale de la **distribution non-mécanique** qui constitue l'une des premières mesures socialistes que devra prendre le prolétariat au pouvoir. Preuve formelle que « l'alliance » entre les deux classes, hormis toute autre considération, n'est pas concevable au-delà d'accords purement électoraux !

Ce que le P. C. F. défend, ce sont donc les **illusions** des classes moyennes. Cette « révolution technique et scientifique » qui les balade irrésistiblement, Marchais, non seulement la sa-

La révélation de cette carence peut être féconde pour un prolétariat que sa situation particulière désarme devant les illusions nationales. Derrière la vague d'enthousiasme du prolétariat tchèque au printemps 1968, il y avait certainement autre chose que la « foi patriotique » : une aspiration confuse au socialisme, que vingt-cinq ans de domination russe ne pouvaient hélas manquer de dévier dans l'impasse nationale-démocratique.

Mais l'offensive actuellement déclenchée contre le prolétariat tchèque sur son terrain de lutte le plus immédiat, celui de la défense de ses conditions de vie et de travail, clarifiera et renforcera cette aspiration de classe. La lutte qu'il lui faudra désormais conduire pour ses propres objectifs et après l'expérience cuisante du bloc nationaliste entre les classes, le portera à plus ou moins long terme sur le terrain de la lutte internationale de la classe ouvrière contre le capitalisme mondial, dont l'impérialisme russe est un des piliers.

I. - LE CAPITALISME RUSSE

(Suite de la 1^{re} page)

ristiques peuvent être résumées ainsi, d'une façon très sommaire.

Dans la société capitaliste, on produit des **marchandises**, ce qui veut dire que l'essentiel de l'activité humaine y est consacrée à la fabrication d'objets destinés à être échangés contre de l'argent, **vendus**. La grande masse des producteurs est **privée de moyens de production** (contrairement à l'artisan ou au petit paysan qui possèdent leurs propres instruments de travail).

Ces producteurs, ne possédant que leur propre force de travail, sont donc contraints de la **vendre**, et elle se trouve ainsi appliquée aux conditions modernes de la production : travail associé, concentration de l'industrie, haute technique productive. Tous les échanges économiques, l'achat et la vente des marchandises et surtout de cette marchandise particulière qu'est la force de travail des ouvriers, s'effectuent au moyen de la **monnaie**.

Le capital naît et se développe sur la base de l'utilisation combinée de tous ces facteurs. La classe sociale privée des moyens de production et contrainte de vendre sa force de travail, c'est le **prolétariat**. Cette force de travail est une marchandise qui a la propriété « miraculeuse »

Réduction de la journée de travail !

« Le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au delà de la sphère de production matérielle proprement dite. De même que l'homme primitif doit lutter contre la nature pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire, l'homme civilisé est forcé, lui aussi, de le faire, et de le faire quels que soient la structure de la société et le mode de la production. Avec son développement s'étend également le domaine de la **nécessité naturelle**, parce que les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle, et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la **nécessité**. C'est au delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté, qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la **nécessité**. La condition essentielle de cet épanouissement est la **réduction de la journée de travail**. »

(Marx, *Le Capital*, livre III, tome 3, pages 198-199, Editions Sociales)

de produire davantage de richesses qu'elle n'en exige pour son entretien et sa reproduction (autrement dit, dans une journée de travail de 8 heures, l'ouvrier produira en 4 heures par exemple la valeur de son salaire journalier, mais continuera de travailler 4 nouvelles heures pour le capital).

Le **prix** de la force de travail constitue le **salaire** de l'ouvrier. La **différence** existant entre ce salaire et la masse de valeurs produites demeure propriété de la classe qui détient les moyens de production : la classe capitaliste. Elle s'appelle **plus-value** ou **profit** et échangée à son tour contre de nouvelles forces de travail et de nouveaux produits du travail (machines, matières premières, etc.), devient **capital**. Répété indéfiniment, ce processus est l'**accumulation de capital**.

Ces divers éléments sont étroitement liés dans le mode de production capitaliste et donc inséparables de lui. C'est donc un mensonge impudent que de prétendre qu'une société mérite le nom de **socialiste** lorsqu'existent en son sein l'argent échangeable contre de la force de travail, le **salaire** grâce auquel les ouvriers se procurent les produits nécessaires à leur entretien et à celui de leur famille, l'**accumulation** de valeurs demeurant propriété des entreprises ou de l'Etat. Or telle est bien l'actuelle société russe.

En U.R.S.S., avec les roubles que leur prête la Banque d'Etat, un groupe d'individus peut acheter de la force de travail et conserver par devers lui la **différence** existant entre la valeur produite et le montant des salaires versés. Tel est le cas des entreprises anonymes éphémères qui prennent en charge la construction de bâtiments et édifices publics. Tel est le cas des kolkhozes qui rétribuent en **argent** la **catégorie salariée** des conducteurs de tracteurs ou des ouvriers saisonniers.

Tel est depuis quelques années le cas de ces mêmes kolkhozes que le pouvoir engage à mettre sur pied des fabriques de conserves et autres industries de transformation en utilisant d'une part leur profit d'entreprise, d'autre part le système de la rétribution salariale du personnel de ces fabriques. Tel est enfin le cas des entreprises d'Etat elles-mêmes, qui paient leurs ouvriers en argent, encouragent et développent la hiérarchie des salaires en fonction de la qualification de la force

de travail, **investissent**, c'est-à-dire **transforment en capital** le profit qu'elles réalisent.

En Russie l'ouvrier paie en **argent** la totalité des denrées et produits qui lui sont nécessaires, subit immanquablement les fluctuations du marché et même la spéculation à laquelle se livrent les producteurs **individuels**, c'est-à-dire les kolkhoziens qui, outre leur part du revenu global du kolkhoze, possèdent bétail et champ personnel et en vendent **librement**, au prix qu'ils peuvent en tirer, les produits.

En U.R.S.S., enfin, l'**argent produit de l'intérêt**, soit sous la forme des emprunts émis par l'Etat et qui, tout comme dans les pays classiques du capitalisme, rapportent aux détenteurs de titres, soit sous la forme de l'intérêt que l'Etat prélève lui-même sur les sommes qu'il prête à ses **propres entreprises**.

Qu'y a-t-il là de différent des sociétés bourgeoises de l'Occident capitalistes ? En U.R.S.S., tout fonctionne sous le signe de la **valeur** qui, dans la société moderne, est la seule source du **profit**, du **capital**, de l'**accumulation**, de l'**exploitation de la force de travail**. En Russie, tout est échangeable contre ce maudit argent, tout y est à vendre, les services des prostituées comme ceux des intellectuels dont la tâche consiste à chanter les louanges du « socialisme » national et d'une façon générale à lécher les bottes des puissants.

En une prochaine occasion nous expliquerons pourquoi un semblable monde d'affairistes, de ruffians et de parasites a pu s'édifier, au prix du sang et de la sueur du prolétariat russe, sur les ruines de la glorieuse révolution d'Octobre.

Qu'il suffise pour l'instant de souligner ce fait essentiel : le socialisme est **incompatible** avec les catégories de l'économie capitaliste : l'argent, le salariat, l'accumulation, la division du travail.

Correspondance : "le prolétaire"

B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

"le prolétaire"
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

"le prolétaire"
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
"programme communiste"
1 an : 15 F (150 FB)
"programme communiste"
et "le prolétaire"
1 an : 25 F (250 FB)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : les Samedi 21 février et 7 Mars, de 15 heures à 19 heures ; les dimanches 1^{er} mars et 15 mars, de 10 heures à 12 heures.
- A MARSEILLE : les Samedis 21 Février et 7 mars, de 15 heures à 19 heures, au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves.